

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

-

TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Le marché fait l'objet d'un groupement de commandes.

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

I.N.S.A.
Pôle Marchés
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Procédure adaptée
En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-015 :

**DÉVELOPPEMENT D'UN JEU SÉRIEUX NUMÉRIQUE DE TYPE
« VISUAL NOVEL » DESTINÉ À PROMOUVOIR L'ACCÈS AUX ÉTUDES
SUPÉRIEURES DES JEUNES LYCÉENS EN FILIÈRE
PROFESSIONNELLE**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

3 juin 2025 à 12h00












IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES

Code NACRES :

ID.63 : DEVELOPPEMENT D'AUTRES SOLUTIONS LOGICIELLES

Organisme de publicité : PLACE, BOAMP

Service instructeur : Centre Gaston Berger

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE	
	<p>Marché public de Services</p> <p><u>Objet</u> : DÉVELOPPEMENT D'UN JEU SÉRIEUX NUMÉRIQUE DE TYPE « VISUAL NOVEL » DESTINÉ À PROMOUVOIR L'ACCÈS AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES DES JEUNES LYCÉENS EN FILIÈRE PROFESSIONNELLE</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 avenue de Ranguel 31077 - TOULOUSE Cedex 4</p> <p>Le marché fait l'objet d'un groupement de commandes. Mandataire : INSA TOULOUSE</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Techniques de l'Information et de la Communication.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>www.marches-publics.gouv.fr</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p> <p>L'INSA se réserve la possibilité de négocier avec tous les candidats ayant remis une offre dans le délai imparti et elle sera réalisée sur la base des critères de jugement des offres.</p> <p>La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse.</p> <p>Elle pourra se dérouler par écrit ou à l'orale, sur site ou à distance, en visio-conférence.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante autorisée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative.</p> <p>La consultation comporte une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 72212911-8 : Services de développement de logiciels de jeux vidéo</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR.....	4
1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur	4
1.2. Type d'acheteur public	4
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. Objet de la consultation	4
2.2. Codes CPV	4
2.3. Durée	4
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
4.1. Procédure de passation.....	5
4.2. Allotissement	5
4.3. Négociation.....	5
4.4. Renseignements complémentaires	5
ARTICLE 5 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	5
5.1. Dossier de candidature.....	5
5.2. Sous-traitance	7
5.3. Groupements d'opérateurs économiques	7
ARTICLE 6 - PRESENTATION DE L'OFFRE	8
6.1. Présentation du dossier d'offre.....	8
6.2. Variantes.....	8
6.3. Prestations supplémentaires éventuelles.....	9
6.4. Délai de validité	9
ARTICLE 7 - CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	9
ARTICLE 8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS	10
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	11
ARTICLE 10 - LITIGES ET DIFFERENDS.....	11

Article 1 - Acheteur

1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur

I.N.S.A. de Toulouse
135 Avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Télécopie : 05 61 55 95 00
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

1.2. Type d'acheteur public

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Article 2 - Dispositions générales

2.1. Objet de la consultation

Objet des services : DÉVELOPPEMENT D'UN JEU SÉRIEX NUMÉRIQUE DE TYPE « VISUAL NOVEL » DESTINÉ À PROMOUVOIR L'ACCÈS AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES DES JEUNES LYCÉENS EN FILIÈRE PROFESSIONNELLE.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre d'un groupement de commandes entre l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Toulouse et l'Institut National Polytechnique (INP) de Toulouse en application de l'article L 2113-6 du code de la commande publique.

Le coordonnateur du Groupement de Commande chargé de signer et de notifier le marché est l'Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse.

L'enveloppe budgétaire maximum prévue pour ce marché est de 103 000 € TTC toutes prestations comprises.

2.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 72212911-8 - Services de développement de logiciels de jeux vidéo

Code(s) CPV secondaire(s) :

37532000-6 - Jeux vidéo
48911000-7 - Logiciels de jeux vidéo

2.3. Durée

Durée :

Le présent marché ne devient définitif qu'après notification au titulaire. Il court à compter de la notification et prendra fin à la complète réalisation des prestations prévues au CCTP.

Prestations similaires :

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

Règlement de la consultation (RC)

Marché n° 2025-015 : DÉVELOPPEMENT D'UN JEU SÉRIEX NUMÉRIQUE DE TYPE « VISUAL NOVEL » DESTINÉ À PROMOUVOIR L'ACCÈS AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES DES JEUNES LYCÉENS EN FILIÈRE PROFESSIONNELLE

Article 3 - Dossier de consultation

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

4.2. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : Le présent marché ne permet pas l'identification de prestation distincte.

4.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

L'INSA se réserve la possibilité de négocier avec tous les candidats ayant remis une offre dans le délai imparti et elle sera réalisée sur la base des critères de jugement des offres.

La négociation ne sera menée qu'avec les candidats n'ayant pas déposé une offre inappropriée ou anormalement basse.

Elle pourra se dérouler par écrit ou à l'orale, sur site ou à distance, en visio-conférence.

4.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Article 5 - Présentation de la candidature

5.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

* Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

N°	Situation propre du candidat – capacité juridique
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
2	Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : Le candidat produit son numéro d'identification pour permettre à l'Acheteur d'accéder aux informations relatives au registre national du commerce et des sociétés (RNCS) et du répertoire des métiers (RMN). Si la transmission du numéro unique d'identification n'est pas possible, il convient, le cas échéant, de fournir un Kbis de moins de 6 mois.
3	Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés de l'article L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (interdictions de soumissionner) - par imprimé DC1, rubrique F1, ou équivalent sur papier libre
4	Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
2	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

5.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

5.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

Article 6 - Présentation de l'offre

6.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	L'annexe 2 à l'acte d'engagement : le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF)
3	L'annexe 3 à l'acte d'engagement : le bordereau des prix unitaires (BPU)
4	L'annexe 2 au RC : le détail quantitatif estimatif (DQE)
5	L'annexe 4 à l'acte d'engagement : Le contrat RGPD
6	Document de présentation de la direction artistique et de la proposition graphique.
7	L'annexe 1 au RC : e cadre de réponse technique qui détaille les éléments suivants : 1) <u>Description de la méthodologie envisagée pour la gestion globale du projet</u> , présentation du calendrier détaillé d'exécution et des livrables envisagés. Cette description doit présenter une démarche de travail qui prend en compte la collaboration bipartite entre le porteur de projet et le producteur (INSA et INP de Toulouse). 2) <u>Description du projet et de son contexte</u> (objectifs, publics cibles, thématiques,). Cette description doit prendre en compte le besoin, les objectifs, la feuille de route du jeu et les résultats attendus du projet de ce marché. 3) <u>Description des moyens humains</u> et présentation de l'équipe dédiée au projet, leurs différente(s) fonction(s), compétences et intervention(s) dans le cadre du projet. 4) <u>Description du contenu de la garantie et de la maintenance.</u> 5) <u>Description de l'assistance technique en cas de problématiques</u> pendant l'exécution du marché et durant la période de garantie et de maintenance (plage horaire, modalités pour contacter en cas de question/problème, temps de prise en charge d'un ticket, temps d'intervention pour rétablissement, GTI, GTR...). 6) <u>Description de la méthodologie d'éco-conception</u> et les indicateurs de performance environnementale sur lesquels le candidat s'engage.
8	Le relevé d'identité bancaire (RIB)
9	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

6.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

6.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires :

Les soumissionnaires sont obligés de présenter une offre pour chaque prestation supplémentaire éventuelle obligatoire sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière.

L'acheteur choisit de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles obligatoires lors de la signature du contrat. S'il décide de les retenir, il attribue le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement tenant compte à la fois de l'offre de base et des prestations supplémentaires éventuelles.

* Le présent marché comporte une PSE 1 obligatoire "contrat de maintenance annuel à l'issue de la période de garantie" pour une durée de 12 mois, 24 mois et 36 mois (article 8.2 du CCTP).

* Le présent marché comporte une PSE 2 obligatoire "contrat d'hébergement annuel" pour une durée de 12 mois, 24 mois et 36 mois (article 8.2 du CCTP).

* Le présent marché comporte une PSE 3 obligatoire à l'article 3.3 du CCTP "visualisation de progression"

La notification fixe expressément les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoire définie ci-dessus qui ont été retenues par l'Acheteur.

Prestations supplémentaires éventuelles facultatives :

Les soumissionnaires peuvent présenter une offre pour une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles facultatives.

* Le présent marché comporte une PSE 4 facultative à l'article 3.4 du CCTP "proposition de back office de suivi des statistiques"

La notification fixe expressément si la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative définie ci-dessus a été retenue par l'Acheteur.

6.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

Article 7 - Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération (100%)
1	Critère n°1 : Valeur technique	60%
1.1	Sous-critère n°1 : Compréhension et appropriation du projet et de son contexte (objectifs, publics cibles, thématiques,)	<i>Noté sur 30 points</i>
1.2	Sous-critère n°2 : Qualité de la méthodologie proposée pour la gestion globale du projet, des livrables envisagés et cohérence avec le calendrier détaillé d'exécution	<i>Noté sur 20 points</i>
1.3	Sous-critère n°3 : Qualité de la direction artistique et de la proposition	<i>Noté sur 20 points</i>

	graphique	
1.4	Sous critère n°4 : Qualité de la proposition d'assistance technique, de la garantie et maintenance	<i>Noté sur 10 points</i>
1.5	Sous-critère n°5 : Moyens humains dédiés pour la réalisation des prestations, présentation de l'équipe dédiée pour chaque étape du CCTP	<i>Noté sur 10 points</i>
1.6	Sous-critère n°6 : Qualité de la méthodologie d'éco-conception présentée et des indicateurs DD-RSE	<i>Noté sur 10 points</i>
2	Critère n°2 : Prix des prestations	40 %
2.1	Sous-critère n°1 : Le prix forfaitaire inscrit à l'acte d'engagement	<i>Noté sur 85 points</i>
2.2	Sous-critère n°2 : Les prix unitaires sur la base du prix total du détail quantitatif estimatif	<i>Noté sur 15 points</i>

L'analyse et le classement des offres prend en compte les PSE obligatoires retenues par l'Acheteur. Toutes les PSE retenues seront précisées lors de la signature du marché public.

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Article 8 - Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : www.marches-publics.gouv.fr

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Article 9 - Attribution du marché

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 0562735757
Fax :
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 0562735757
Fax :

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.